

Au Commissariat du peuple à l'Assistance publique

Alexandra Kollontai ^[1]

Source : Comment a triomphé la Révolution d'Octobre, Éditions de l'Agence de Presse Novosti, Moscou, 1967, pp. 64-67.

Ce n'était pas chose facile que d'« occuper » les ministères dans les journées d'Octobre. Durant une semaine entière et même davantage après les glorieuses journées du 24 et du 25 qui virent les Soviets prendre le pouvoir, les vieilles institutions continuèrent à fonctionner comme si de rien n'était. Les rapports suivaient la voie hiérarchique, les chefs de département continuaient à signer les papiers au nom du Gouvernement provisoire. Ils ne voulaient pas entendre parler du pouvoir soviétique.

Pour les fonctionnaires, les petits-bourgeois, le « tout Pétersbourg », il était impensable que ces « on ne sait qui » de bolcheviques se soient mis dans la tête de vouloir gouverner la Russie. C'est pour cette raison que la bourgeoisie russe et ses fidèles serviteurs, les fonctionnaires de l'ancien régime, ne croyaient pas que les bolcheviques se maintiendraient au pouvoir « plus de trois jours ».

Le pouvoir soviétique n'avait aucunement l'intention de « serrer la vis » aux fonctionnaires et aux intellectuels. Au contraire, les Commissaires du peuple s'en allaient occuper leur poste sans armes, sans escorte, accompagnés seulement de quelques camarades. Ils se proposaient d'entrer en fonction dans une ambiance de travail. Or, il suffisait aux commissaires du peuple de mettre les pieds dans les bureaux pour que les ministères se vident à l'instant. Seuls restaient à leurs places les membres du personnel technique et deux ou trois employés sympathisant avec les bolcheviques.

Après avoir erré un ou deux jours dans les salles désertes du ministère, nous décidâmes, quelques camarades et moi, d'« inaugurer » provisoirement le Commissariat du peuple à l'Assistance publique ^[2] à Smolny ^[3].

En ces journées, c'était à Smolny un bourdonnement de ruche. Deux flots humains coulaient dans ses corridors infinis : à droite vers le Comité militaire révolutionnaire ^[4], à gauche vers la pièce qui servait

[1] Kollontai, Alexandra Mikhaïlovna (1872-1952), fille d'un général, adhère au mouvement social-démocrate en 1899. De 1906 à 1915, penche vers les mencheviques mais adhère au parti bolchevique en 1915 pour ses positions face à la guerre impérialiste. De 1908 à 1917, en émigration en Norvège. Après la Révolution de Février 1917, membre du Comité exécutif du Soviet de Petrograd et du C.C. du Parti bolchevique. En juillet 1917, arrêtée par le Gouvernement provisoire. Après la Révolution d'Octobre, première femme à occuper un poste « ministériel » en tant que Commissaire du peuple à l'Assistance publique. Organise le 1er Congrès pan-russe des femmes travailleuses. Dans les années 20, contribue à l'organisation du mouvement international des femmes. Dirigeante de l'Opposition Ouvrière en 1920-1921. En 1923, affectée à des fonctions diplomatiques, elle fut la première femme ambassadrice de l'Histoire en représentant l'URSS en Norvège, au Mexique et enfin en Suède.

[2] Ce Commissariat avait les attributions d'un ministère de la Santé.

[3] L'Institut Smolny était jusqu'en août 1917 un collège de jeunes fille nobles. Il fut le siège du Soviet de Petrograd, du Comité exécutif central pan-russe des soviets des députés ouvriers et soldats et de sa fraction bolchevique. Après la Révolution d'Octobre, il fut le siège du Gouvernement soviétique et la résidence de Lénine jusqu'à leur installation au Kremlin de Moscou en mars 1918.

[4] Le Comité militaire révolutionnaire (CMR) du Soviet de Petrograd fut créé le 12 (25) octobre 1917. Il comprenait des représentants du Parti bolchevique, du Soviet de Petrograd, des comités d'entreprise, des syndicats et des organisations militaires. Il s'occupa principalement de la formation des détachements de la Garde Rouge, de l'armement des ouvriers et de la préparation de l'insurrection armée. Après la victoire de la Révolution d'Octobre, le CMR eut pour tâche la lutte avec la contre-révolution et le maintien de l'ordre révolutionnaire. A mesure que se constituait et se consolidait l'appareil administratif soviétique, les fonctions du CMR passèrent graduellement aux Commissariats du peuple nouvellement formés. Le 5 (18) décembre 1917, le CMR fut

de siège au Conseil des commissaires du peuple.

Ayant occupé une pièce meublée d'une table avec un seul tiroir, nous accrochâmes sur la porte cette inscription tracée à la main : « *Commissariat du peuple à l'Assistance publique. Visites de midi à 4 heures.* » C'est ainsi que fut « inaugurée » notre activité.

Le même jour, deux grands gaillards en capotes déchirées font irruption dans la pièce.

– C'est bien ici que les bolcheviques versent des allocations ? Nous avons faim. Nous n'avons pas de toit. Personne ne veut s'occuper de nous. Nous avons été place Kazanskaïa ^[5], l'huissier nous a renvoyés ici. Allez voir les bolcheviques, qu'il nous a dit. Demandez-leur une allocation. Donnez-nous une allocation.

Nous essayons d'éclaircir qui ils sont, d'où ils viennent, s'ils sont invalides.

– Nous avons tout simplement faim. Ça ne se voit pas, non ? Qu'est-ce que vous avez à nous tirer les vers du nez ? Répondez : vous êtes bolcheviques ou non ?

Nous leur répondons que nous avons beau être bolcheviques, il nous faut tout de même savoir à quel titre des gars aussi robustes viennent quémander des secours à l'État. Ils ne veulent rien entendre : puisque nous sommes des bolcheviques, nous sommes tenus d'aider les affamés.

– C'était bien la peine que les Soviets prennent le pouvoir si personne ne veut s'occuper des affamés !

Ils se font de plus en plus pressants, ces grands gaillards résolus. Nous sommes dans de beaux draps. La caisse de l'ancien ministère de l'Assistance publique est encore aux mains des fonctionnaires de Kerenski ^[6].

Nous fouillons dans nos poches. Il n'y a pas grand-chose dedans. La somme que nous réunissons, le camarade Tsvetkov et moi, permet de verser à chacun une « *allocation provisoire* » de vingt kopecks. Nos premiers clients touchent l'argent, mais ne veulent pas s'en aller. « *Et du travail ?* » Nous devons leur procurer du travail. Si les bolcheviques ont pris le pouvoir c'est pour donner du travail à chacun.

Qu'est-ce qu'on pourrait bien trouver ? La garde rouge, c'est risqué. Ils sont politiquement inconscients, ce sont eux-mêmes qui nous l'ont dit. La milice ? ^[7] Pourquoi pas, on a besoin de gens costauds là-bas. Nous les y adressons en les munissant d'un mot écrit de la main du Commissaire du peuple, avec le post-scriptum : « *En tout cas, donnez-leur à manger.* » Ils s'en vont.

Le visiteur suivant est un manchot. Un ouvrier. Il a perdu un bras à la guerre. Lui, ce n'est pas une demande d'allocation qu'il nous présente, c'est tout un projet : comment sauver les ouvriers mutilés et manchots, surtout les ouvriers du textile. Il faut acheter des machines à tricoter, il se fait fort d'organiser des ateliers, des coopératives artisanales.

Le manchot a coincé Vladimir Ilitch quelque part dans un couloir et l'a probablement harcelé. Lénine aurait approuvé son plan, fort chaleureusement même, et l'aurait, d'après ses dires, adressé à moi pour toucher l'argent nécessaire à l'achat des machines.

officiellement dissous.

[5] C'est là que se trouvait le ministère de l'Assistance publique.

[6] Kerensky, Alexandre Féodorovitch (1881-1955). Avocat. Élu à la Douma en 1912, représentant du groupe Travailleur (*troudovnik*) mais adhérent au Parti socialiste-révolutionnaire. Vice-président du Soviet de Petrograd et Ministre de la Justice dans le premier gouvernement provisoire (février 1917), puis Ministre de la Guerre (mai) et Président du Gouvernement (juillet). Renversé par le pouvoir soviétique le 25 octobre, tenta de marcher sur Petrograd, se réfugia à Paris puis aux États-Unis.

[7] La milice exerçait des fonctions de police.

L'achat de machines à tricoter est-il du ressort de l'assistance publique ? L'ouvrier du textile manchot sait ce qu'il veut. Il se répand en beaux discours en faveur de son « *plan de production* ».

Que faire ? Le Commissariat du peuple n'a pas encore reçu les clés des coffres-forts où, aux dires du comptable, le camarade Adachev, sont enfermés les « *millions* » du ministère ?

Nous décidons cette fois-ci d'agir « en bureaucrates » : nous invitons le manchot à « *repasser dans quelques jours* ». Celui-là aussi s'en va. Il n'est pas content et bougonne quelque chose à l'adresse des « *bolcheviques* ».

À peine est-il sorti que deux représentants de l'Union des mutilés de guerre font bruyamment irruption chez nous. Ils sont excités, agités, nerveux. Ils se précipitent vers nous. Si nous ne venons pas au secours des blessés de guerre en leur versant à temps leur allocation, si nous ne prenons pas soin des sans-abris, il sera impossible d'éviter une manifestation. Leur mécontentement grandit. Ils vitupèrent contre les bolcheviques, nous menacent d'organiser des manifestations.

Au même moment, un courrier arrive directement des hospices de vieillards.

– Les petites vieilles sont en révolte. Il n'y a plus de bois de chauffage. Elles gèlent. Ça sera le scandale si les petites vieilles se mettent à mourir...

Il est suivi d'un représentant de la fabrique de cartes (*).

– C'est bientôt le jour de la paye, et il n'y a pas d'argent. Pas possible d'ajourner la première paye sous les bolcheviques ! C'est inadmissible !

Délégation des orphelinats ;

– Les filles de salle veulent s'en aller, il n'y a rien à manger.

De l'hospice des enfants trouvés. Là-bas aussi, on n'est pas content. La subvention n'a pas été versée. Les nourrices menacent d'abandonner les bébés.

Ça chauffe dans notre petite pièce ! Nous nous consultons.

Arrive le camarade Egorov, membre de notre parti. Depuis les premiers jours, il fait partie du Soviet. C'est le président et l'animateur du « *syndicat des petits fonctionnaires* » du ministère de l'Assistance publique.

C'est lui-même qui a fondé dès l'été ce syndicat qui est devenu le rempart du bolchevisme au nouveau Commissariat du peuple. Nous nous réjouissons de sa venue et l'entourons.

– Il faut agir. Si des scandales éclatent et si les invalides, les ouvriers de la fabrique de cartes, les filles de salle et les nourrices crient dans les rues que nous les laissons mourir de faim, ce sera pis que les troupes de Kerenski. Un échec moral du pouvoir des Soviets. Ce soir, nous tenons au ministère une assemblée des délégués des petits fonctionnaires. Venez-y. Nous examinerons la situation.

C'est ce que nous décidâmes de faire. Avant la réunion, je passai chez Vladimir Ilitch...

Une modeste petite pièce où, au cours des premiers mois, se tenaient, presque toujours très tard dans la nuit, les séances du Conseil des commissaires du peuple.

Dans la hâte de l'installation, on n'avait pas remarqué que la table de Vladimir Ilitch était placée de telle

façon qu'il était assis face au mur, le dos tourné vers la fenêtre. Plus près de la fenêtre, il y avait une autre table, toute petite, devant laquelle le camarade Gorbounov^[8] rédigeait le procès-verbal des séances. Les commissaires venaient s'asseoir en demi-cercle derrière Lénine et celui-ci était obligé de se tourner vers celui qui demandait ou prenait la parole.

Une semaine s'écoula sans qu'il vînt à l'idée de personne de ménager une position plus commode au président du Conseil des commissaires du peuple. Telle était cette époque. On ne songeait guère au confort. On ne voyait, on ne percevait que les problèmes majeurs, fondamentaux, décisifs.

Ce soir-là, une seule petite lampe brûlait dans la pénombre de la pièce. Au premier moment, ne voyant pas Vladimir Ilitch à sa place habituelle devant sa table, je crus que la chambre était vide. Mais Vladimir Ilitch était là : il se tenait devant la fenêtre, le dos tourné vers moi. À travers la vitre, les étoiles scintillaient dans le ciel hivernal.

Lénine regardait les étoiles.

En entendant des pas, il se retourna rapidement.

– Les étoiles, prononça-t-il, montrant le ciel d'un mouvement de tête, comme s'il n'arrivait pas à s'arracher à des pensées intimes, connues de lui seul. Mais tout de suite, il passa à un ton plus officiel.

Il fut décidé ce soir-là de nommer le camarade Egorov Commissaire adjoint. Mais au beau milieu de mon hâtif rapport, Vladimir Ilitch m'interrogea :

– Est-ce que vous avez reçu la visite d'un manchot au sujet d'une coopérative artisanale ? Il faut absolument l'aider. C'est une bonne idée qu'il a eue.

Ainsi, au milieu d'événements grandioses, Vladimir Ilitch n'avait pas oublié le promoteur enthousiaste d'un « *plan de production* », en quête d'une machine à tricoter.

De chez Vladimir Ilitch je m'empresse de me rendre à l'assemblée des délégués des petits fonctionnaires. L'assemblée, présidée par Egorov, est nombreuse et bruyante. Il y a beaucoup de femmes : gardes-malades, filles de salle, ouvriers de la fabriques de cartes, courriers du ministère, mécaniciens et électriciens.

L'agitation est grande. On discute ferme. Pourquoi ces débats ? Pour des besoins, des offenses, des revendications de caractère personnel ? Pas le moins du monde. Chacun défend les intérêts de l'établissement où il travaille. Et comment ! L'un parle des hôpitaux et sanatoriums, un autre de l'atelier de prothèses, un troisième de la maternité, un quatrième des pensionnés et des invalides, un cinquième de la fabrique de cartes. Chacun est résolu à « sauver de la ruine » l'établissement où il exerce de modestes fonctions de courrier, d'infirmière, chauffeur de chaudière...

On décida de former un conseil près le Commissaire du peuple : on appellerait ça aujourd'hui un collège. Chaque membre du conseil assumait la charge d'une des branches d'activité du Commissariat du peuple. Le conseil élu, les délégués s'en allèrent pleins d'élan et de résolution.

Les petits fonctionnaires désignaient eux-mêmes ceux des médecins, intellectuels et fonctionnaires qu'il

[8] Gorbounov, Nikolai Pétrovitch (1892-1938), membre du Parti bolchevique depuis juillet 1917. Après la révolution d'Octobre, Secrétaire du Conseil des commissaires du peuple. Membre du Conseil militaire révolutionnaire des 13e et 14e armées en 1919-1920. De 1920 à 1930, Chef du Service Administratif du Conseil des commissaires du peuple. Recteur de l'École technique supérieure de Moscou (1923-1929). Directeur adjoint de l'Institut de chimie Karpov (1930-1932), membre du *Gosplan* (Comité d'État de planification de l'URSS) (1931-1934), il dirige une expédition dans le Pamir au Tadjikistan en 1932-1935. À partir d'octobre 1935, Secrétaire de l'Académie des sciences de l'URSS. Accusé d'espionnage, il est exécuté le 7 septembre 1938.

serait bon de faire participer à l'œuvre commune :

– Celui-là, il convient. Il aime son travail. Il sera avec nous.

D'autres étaient jugés douteux, d'autres encore récusés d'emblée :

– C'est un saboteur. Il ne nous comprend pas. Il n'a pas pitié du peuple.

Le mot « *pitié* » était en quelque sorte un terme technique dans un syndicat où l'on exerçait le métier de soulager les déshérités...

La première séance du nouveau conseil près le Commissaire du peuple se tint dans la nuit. Le lendemain matin, le Commissariat du peuple à l'Assistance publique s'ouvrit dans l'édifice de l'ancien ministère.

(*) La fabrique de cartes dépendait de l'Assistance publique, tout comme le monopole de la vente des cartes à jouer.